



HAL
open science

Ville et agriculture : une boussole pour s'orienter

Sébastien Marot

► **To cite this version:**

| Sébastien Marot. Ville et agriculture : une boussole pour s'orienter. Tracés, 2020. hal-03521257

HAL Id: hal-03521257

<https://hal.science/hal-03521257>

Submitted on 11 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

sia

FSU

FSAP

.....
**LE CLIMAT CHANGE...
ET NOS MÉTIERS ?**
.....

.....
**FORUM BÂTIR ET
PLANIFIÉ 2019**
.....

.....
SERRE DU SPADOM, LAUSANNE
09.10.2019
.....

5. VILLE ET AGRICULTURE : UNE BOUSSE POUR S'ORIENTER¹

.....
L'ONTEMPS L'AGRICULTURE A ENTRETENU AVEC L'ARCHITECTURE ET L'URBANISME DES LIENS FÉCONDS, ROMPUS AU 20^E SIÈCLE PAR UNE INDUSTRIALISATION AUX EFFETS DÉVASTATEURS. LE PHILOSOPHE SÉBASTIEN MAROT DISTINGUE QUATRE SCÉNARIOS POUR ENVISAGER CETTE RELATION DANS LE CONTEXTE D'IMPASSE ENVIRONNEMENTALE QUI S'ANNONCE.

..... SÉBASTIEN MAROT

Philosophe, professeur d'histoire environnementale à l'École d'architecture de la ville et des territoires, Paris-Est Marne-la-Vallée, professeur invité à la Graduate School of Design de Harvard et à l'École polytechnique fédérale de Lausanne.

Conçus ou préservés comme des armatures ou des équipements de respiration, de loisir ou de contemplation, comme des horizons internes et externes du territoire métropolitain, comme des réservoirs de biodiversité ou comme les esquisses et substituts d'un archipel de vacances, les espaces ou zones de « nature » tendent à devenir les monuments du rêve et du projet métropolitains, et, à ce titre, les antithèses des espaces agricoles, qui en sont au contraire devenus l'impensé... et le talon d'Achille. De fait, l'industrialisation de l'agriculture et l'évacuation des campagnes (ainsi que le transfert des résidus de leur patrimoine au secteur en expansion du tourisme et de la maison secondaire) ont été le strict corollaire de l'extension formidable des agglomérations urbaines depuis la Seconde Guerre mondiale. Cantonnés à la fourniture massive de denrées, asservis aux impératifs du marché global, déboussolés par l'incessant turnover des politiques de quotas et de subventions, et livrés, surtout, à la compétition des recettes miracles des multinationales de l'agro-business, les territoires agricoles et ruraux ont été les théâtres d'un véritable effondrement de l'autonomie, de la résilience et de la responsabilité.

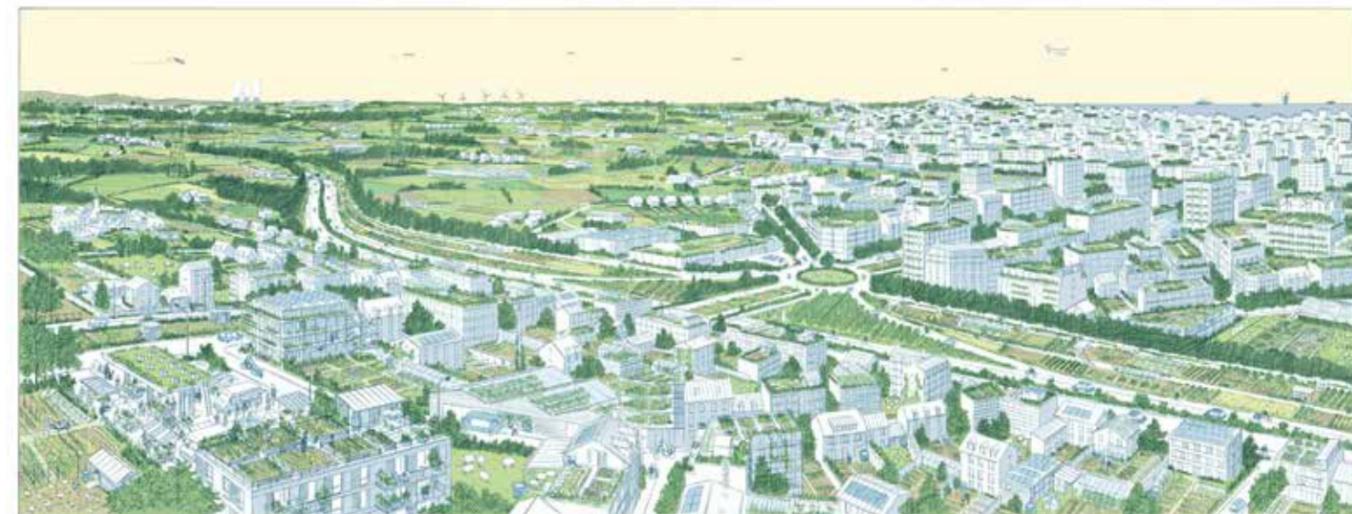
Face à cette situation, et au constat de mieux en mieux documenté de ses effets délétères sur l'environnement et le climat (érosion et dégradation des sols, surconsommation et pollution de l'hydrosphère, chute de la biodiversité, gourmandise en énergies fossiles et contribution notoire à la production de gaz à effet de serre, fragilités aux effets du changement climatique, etc.), plusieurs stratégies alternatives paraissent s'esquisser, qui représentent toutes des scénarios passablement différents de l'interaction entre ville et agriculture. Même s'il en existe peut-être d'autres, et si elles ne sont pas forcément exclusives les unes des autres, j'en distinguerais volontiers quatre, qui sont les suivantes :

1) L'INCORPORATION

C'est la stratégie limite et accélérationniste de ceux qui, portés par l'idée que « dans ce qui tue croît aussi ce qui sauve » (le remède est dans le poison), considèrent qu'il s'agit de poursuivre l'industrialisation et l'incorporation capitaliste de l'agriculture par son *urbanisation*. Superserres, fermes verticales, immeubles d'élevage, « Pig City »... Grâce à une radicalisation des technologies du hors sol, de l'hydroponie et du recyclage, les productions agricoles libèrent leurs vastes emprises périurbaines ou exurbaines pour se concentrer dans des surrégénérateurs, des centrales biologiques, et des agro-immeubles ou agro-cités, qui font des espèces synanthropes les co-habitantes de l'arche de Noé de la métropole. Dans cette perspective, très portée par les tenants de l'« éco-modernisme », de l'« éco-pragmatisme » et de l'« agri-tecture » (également spécialistes des espèces linguistiques hybrides et génétiquement modifiées), la ville et la métropole sont clairement pensées comme la *manifest destiny* non seulement de l'humanité mais peut-être, à terme, de l'ensemble de la biosphère. De nombreux architectes (mais pas seulement) paraissent tentés par cette fuite en avant dans l'hyper-technicité de ce que le critique Peder Anker a appelé la « cabin ecology » (« l'écologie de capsule spatiale ») qui rêve, à l'image de ses prophètes (comme Buckminster Fuller et son fameux *Spaceship Earth*) de précipiter dans des systèmes aussi fermés et bouclés que possible (immeubles, tours, sphères, pyramides...) les cycles métaboliques de la production de calories. Le terme d'incorporation désigne aussi bien l'absorption surrationaliste des cultures par l'ingénierie architecturale et urbaine que leur assujettissement maximum au modèle économique et aux modes d'investissement et de gestion *concentrés* de l'entreprise hypercapitalistique.



1. Quatre scénarios d'une interaction entre ville et agriculture. (© Martin Etienne) – incorporation



2) L'INFILTRATION

C'est en gros la démarche, opportuniste, des initiatives d'agriculture urbaine : celles qui profitent des surfaces excédentaires ou délaissées de la ville et du territoire métropolitain (toitures d'immeubles, terrains vagues, friches indécises) pour réintroduire l'horticulture nourricière à l'intérieur du paysage urbain ; mais aussi celles qui, renouant notamment avec les pratiques de la polyculture maraîchère, s'organisent en réseaux locaux (AMAP, etc.) pour contourner ou « court-circuiter » les marchés et mécanismes de la grande distribution. Sans remettre frontalement en question la logique et les réalités de la condition urbaine, et en tirant même parti des niches, densités et différentiels de cette dernière, ces initiatives se saisissent de la production, de l'approvisionnement et de la consommation alimentaires (et de leur réintégration locale ou en filière courte) comme d'un moyen pour amorcer des collectifs et des pratiques solidaires dans les territoires déracinés des métropoles. Qu'elles procèdent par intégration directe dans le tissu de la ville, ou par l'abonnement à un terroir d'arrière-pays, ces démarches travaillent toutes plus ou moins à la stimulation d'une certaine vicinalité dans des agglomérations envisagées comme un étoiement ou une écume de communs. Mais il faut noter que dans certaines situations de déprise économique, comme celle dans laquelle se sont trouvées La Havane (et Cuba en général) pendant la « période spéciale », ou la ville de Detroit après l'effondrement de son industrie automobile, cette infiltration peut prendre les proportions d'un véritable fourmillement et d'une reconquête significative du parcellaire urbain par les cultures vivrières individuelles ou coopératives. Dans la mesure où les crises économiques ou énergétiques pourraient fort bien frapper un nombre croissant de grandes agglomérations et y multiplier des sortes de jachères urbaines, il n'est pas invraisemblable que ce scénario de l'infiltration, c'est-à-dire d'une récupération agricole non planifiée ou concertée des écosystèmes urbains ou de leurs marges suburbaines, ne sorte de l'acupuncture pour gagner des pans entiers de territoires métropolitains et finir par y recomposer des figures, des marges ou des tissus de rurbanité.

3) LA NÉGOCIATION

Cette stratégie correspond le plus précisément au concept d'« urbanisme agricole », à savoir l'ambition d'intégrer les espaces agricoles comme composantes à part entière de villes ou de territoires urbains repensés avec eux, voire conçus à partir d'eux. Dans cette perspective, qui remet en question la ligne de démarcation établie entre zones urbaine (U), naturelle (N, com-

patible) et agricole (A, ostracisée ou refoulée), ce sont les capacités des cultures agricoles, horticoles ou sylvicoles à constituer des milieux de vie et de convivialité qui sont au contraire mobilisées au service d'une évolution des formes urbaines (voire de leurs modes de production) et des espaces du territoire métropolitain. Parcs-vergers ou -pépinières, lotissements maraîchers, hortillonnages habités, campus ouverts d'expérimentation agronomique, colonies horticoles, cités vivrières, agroquartiers, monuments et coulées d'agroforesterie... la liste est longue des formes et des milieux auxquels la combinaison ou l'osmose des intérêts bien compris de la ville et des cultures pourraient donner lieu, et qui, en renversant (ou corrigeant) la dynamique délétère de la rupture métabolique (entre ville et campagne) effaceraient aussi, au passage, la frontière qui persiste entre loisir et travail, activité principale et activités secondaires. Si cette ambition peut paraître encore balbutiante aujourd'hui, et si ses « bonnes intentions » présentent aussi l'inconvénient d'être facilement détournables au profit d'une nouvelle vague d'extension des emprises suburbaines et de l'empreinte physique des métropoles, elle dispose cependant de bons arguments du côté de l'agro-écologie contemporaine, et d'une jurisprudence très riche (même si assez négligée pendant des décennies), non seulement du côté des traditions et modèles de l'urbanisme pré-moderne – et notamment des expériences agro-urbaines qui convergèrent un temps autour du concept de *civic design* (cités-jardins, biopolis, système des parcs...) – mais aussi dans l'extraordinaire répertoire des dispositifs locaux que les cultures spéciales et leurs pratiques cosmopolites engendrèrent dans les marges de la ville industrielle, et dont les tenants de la permaculture ou du maraîchage biologique sont, au cours des dernières décennies, les premiers à avoir redécouvert et retenu les leçons. De toute évidence, il s'agit là de l'un des chantiers théoriques et pratiques les plus urgents, mais aussi les plus fertiles et les plus passionnants dans lesquels les urbanistes puissent s'engager aujourd'hui. Et des plus difficiles aussi, si l'on veut bien admettre qu'en plus d'une profonde évolution du logiciel de la discipline, il exige aussi un *ductus*, une finesse, une imagination, une patience et un sens de la mesure qui ne se trouvent pas sous le pied d'un cheval aujourd'hui.

4) LA SÉCESSION

C'est la démarche, plus radicale et volontiers agrarienne, de ceux qui remettent en question l'hégémonie de la ville et de la métropolitique, et par conséquent les prétentions de l'urbanisme à façonner et entretenir les conditions et le décor de mondes viables et résilients. Du constat, impla-

3.



cablement dressé en 1972, des « limites de la croissance », et des rapports accablants qui se sont multipliés depuis sur les conséquences environnementales, climatiques, énergétiques et sociales de la « société de consommation » et de la concentration capitaliste – dont les métropoles, les agglomérations et leurs satellites touristiques sont à la fois les foyers, les cadres et les produits achevés –, ils tirent la conclusion que les territoires métropolitains sont insoutenables, condamnés à plus ou moins brève échéance, et qu’il s’agit donc, en s’affranchissant autant que possible de leur orbite et de leur emprise, de se préparer (voire de travailler) à leur marginalisation progressive, leur dégradation ou leur effondrement. Pour cette démarche, qui vise d’abord à trouver et construire les moyens d’atteindre un degré élevé d’autonomie et d’indépendance locale (une économie de subsistance tirant parti des qualités spécifiques du lieu et de ses milieux), les principes et techniques de conception et de culture qui permettent d’agencer et d’entretenir un paysage vivrier, une communauté organisée, complexe et résiliente, d’humains, de plantes et d’animaux en interaction, *tiennent lieu* d’urbanisme. Aussi son intention pourrait-elle être assez bien résumée par le mot d’ordre autrefois lancé par Ivan Chtcheglov: « Il faut construire l’*hacienda* ». L’une des expressions les plus conséquentes de cette démarche (tant sur le plan théorique que sur le plan technique) est sans doute le mouvement de la permaculture, né en Australie à la fin des années 1970, et qui s’est largement répandu depuis. Profilée comme une double alternative, à l’exploitation agro-industrielle des sols comme à la gouvernance biopolitique des mécanismes de l’économie de marché, la permaculture – une contraction de l’idée d’*(agri)culture permanente* – s’envisage en effet, très explicitement, comme un art (*design*) de concevoir et de ménager des sites ou des habitats vivriers: un art qui, directement fondé sur la compréhension et l’émulation biomimétique des écosystèmes naturels et de leurs dynamiques, vise aussi bien à l’économie d’effort et d’énergie (*commoditas*), à la résilience (*soliditas*) et à la cosmicité (*venustas*), et réinterroge donc en profondeur, à la lumière de la « descente énergétique » qui s’annonce, les principes mêmes de l’architecture. À cette nébuleuse des initiatives qui parient plutôt sur le renversement de marée d’un exode urbain, on peut rattacher bien d’autres mouvements ou écoles de pensée plus ou moins directement liés aux traditions agrariennes ou indigènes et à la remise en cause des agrosystèmes industriels – comme l’agroécologie « forte », « l’agriculture » de Masanobu Fukuoka, les plaidoyers néo-paysans (tel celui de Wendell Berry), les coopératives paysannes, les communes agroforestières d’Amérique latine, les expériences de polycultures pérennes du Land Institute de

Wes Jackson au Kansas, etc. – mais aussi toute une palette de mouvements d’affranchissement et/ou d’enracinement communautaires plus politiquement déterminés – comme la sécession zapatiste du Chiapas, les « Zones à Défendre » ou les regroupements de communes volontaires (type Tarnac).

Désigner globalement ces expériences de fondation ou de refondation non-urbaines par le terme de *sécession* peut certes paraître excessif. Toutes ne se vivent pas nécessairement comme des antithèses ou des hors-lieux des territoires de la métropole contemporaine (mais parfois comme de simples écarts ou havres de « transition »). La plupart sont contraintes d’accepter un certain compromis, et en tout cas d’adopter un *modus vivendi* avec les règles et mécanismes de gouvernance des territoires métropolitains. Enfin, toutes peuvent être plus ou moins facilement considérées ou tolérées comme des « enclaves », voire récupérées et promues comme les enfants prodiges d’une condition urbaine et métropolitaine soucieuse de proroger ou d’étendre son règne en célébrant sa diversité et son œcuménisme. Cependant, il faut souligner trois choses: 1. la conviction grandissante avec laquelle ces initiatives se désolidarisent intellectuellement des ambitions et des récits latents de l’urbanisation du monde et de la *manifest destiny* d’une métropole globale; 2. la forte curiosité qu’elles manifestent à s’informer, se concerter et à apprendre les unes des autres (qui fait d’elles les laboratoires de recherche et de réflexion prospective les plus actifs aujourd’hui); et 3. l’intelligence et l’énergie qu’elles parviennent à puiser, sinon dans la foi positive, du moins dans la suspension de l’incroyance, que d’autres « contrats naturels », une autre *religio mundi*, sont éminemment souhaitables, éventuellement possibles, et certainement, c’est-à-dire absolument, nécessaires. De ce point de vue, il est d’ailleurs significatif que ces mouvements soient amenés à encourager une relecture « intéressée » des périodes historiques de déclin urbain et métropolitain, telles que le vaste « Moyen Âge » européen, et des rôles de reviviscence agricole et de transmission culturelle qu’y jouèrent les monastères et toutes sortes d’autres communautés ou mouvements spirituels. Enfin, il faut noter qu’en dépit de leur ardeur à décrocher des réseaux de la circulation globale des marchandises, qui fait d’eux les promoteurs actifs de la création et de l’usage de monnaies locales alternatives, ces mouvements ne se désintéressent pas pour autant des villes ni même des territoires qui sont les purs produits de la suburbanisation et du zoning modernes. Pour nous en tenir à la nébuleuse de la permaculture, il faut souligner en effet que le fameux mouvement *Cities in Transition*, animé par Rob Hopkins, ex-formateur en permaculture, en est

3. Négociation

une émanation voire une transposition directe, mais aussi que *Retrofitting Suburbia*, le tout dernier livre de David Holmgren, co-fondateur australien du concept et du mouvement, vise précisément à encourager les banlieues pavillonnaires « à l’américaine » à se réorganiser localement autour des principes de l’auto-production et de la résilience.

Nous n’avons évidemment pas la prétention de fournir, avec cette rapide distinction de quatre tendances, un tableau exhaustif des scénarios en présence quant à l’évolution des rapports entre villes et agriculture, mais peut être un embryon de boussole ou, disons plutôt, une rose des vents, qui aiderait à s’orienter un peu dans le maquis des discours et initiatives qui émergent dans ce domaine. De ce point de vue, on trouvera sans doute que notre présentation est tendancieuse, c’est à dire affectée d’un gradient, et que nous nous sommes copieusement étendu sur cette dernière hypothèse, pourtant assez peu *mainstream*, voire marginale aux yeux de beaucoup, de la sécession. Ce n’est pas tout à fait vrai: de notre point de vue, chacune de ces approches a des arguments plus ou moins plausibles à faire valoir, y compris « éthiques » et « environnementaux », et chacune contient sans doute « une part de vérité », qu’il s’agit justement d’apprécier, d’éprouver et de mettre à sa place. Mais ce n’est pas faux non plus: dans le climat d’obnubilation, voire d’hallucination collective, qui règne depuis des décennies, où toutes les aiguilles mentales semblent bloquées sur l’urbain et la condition métropolitaine comme sur le nord absolu, cette hypothèse de la sécession (d’avec l’ethos de l’urbanisme et de l’aménagement du territoire) nous paraît être la seule approche à faire réellement preuve d’imagination historique, c’est-à-dire à prendre la mesure de l’aventure que représente l’impasse environnementale contemporaine, et à en tirer les conséquences pratiques.

Mais alors, demandera-t-on, *quid* de l’agriculture urbaine (infiltration) et surtout de l’urbanisme agricole (négociation) et l’hypothèse qu’elle s’emploie à promouvoir? Et c’est en effet toute la question, en tout cas celle que nous entendions contribuer à soulever et éclairer ici. De fait, dans le quadrant ou gradient théorique que nous venons de proposer, seuls le premier scénario (l’incorporation) et le dernier (la sécession) sont des points de fuite polairement et politiquement opposés. Dans le champ magnétique que définissent ces scénarios limite, les deux scénarios médians, l’agriculture urbaine et l’urbanisme agricole, plus engagés pratiquement dans la réalité et la com-



4.

plexité des territoires métropolitains, sont en même temps, par nature, plus flottants et théoriquement élastiques, c’est-à-dire qu’ils peuvent tendre plus ou moins, parfois à leur insu ou sans y penser, vers tel ou tel de ces pôles, et travailler ainsi, soit plutôt à l’intensification et à la mobilisation du régime métropolitain, soit plutôt à son désarmement. Cette élasticité théorique est d’ailleurs moins critique dans le cas de l’infiltration (ou de l’agriculture urbaine), dont la stratégie est plus opportuniste, que dans celui de la négociation (ou de l’urbanisme agricole), potentiellement beaucoup plus ambiguë dans le projet de repenser ou de refonder les composantes des territoires métropolitains et de leurs confins. Notre petit quadrant nous paraît donc utile en fournissant une sorte d’échelle ou de pierre de touche pour situer les projets d’urbanisme agricole à venir, et pour s’orienter dans un débat qui est aussi, et peut-être d’abord, une controverse sur la technique.

[...] On peut s’attendre à ce que les différentes stratégies d’interaction entre ville et agriculture que nous nous sommes efforcé de distinguer – incorporation, négociation, infiltration et sécession – entrent bientôt en friction sur l’échiquier des territoires métropolitains. De notre côté, on l’aura compris, ce sont ceux qui prennent la tangente avec l’ambition d’épaissir ou d’approfondir des mondes, et le projet d’y « devenir indigènes », qui nous paraissent les plus inspirés, et les plus porteurs d’espoir. S’il font preuve d’assez de patience et d’endurance (« travaillez, prenez de la peine »), peut-être pourront-ils un jour encourager leurs enfants à garder la même confiance, en leur rappelant que la métropole du début du 21^e siècle... ne s’est pas laissée défaire en un jour.

¹ Ce texte est la version remaniée de la partie centrale d’un essai (« L’Envers du décor ») publié dans l’ouvrage *Capital agricole – chantiers pour une ville cultivée*, sous la direction d’Augustin Rosenstiehl/SOA, édité par le Pavillon de l’Arsenal, 1^{re} édition, 2018.

Une version anglaise en a été donnée dans le catalogue de l’exposition *Taking the Country’s side – Agriculture and Architecture*, Triennale de Lisbonne 2019 / Editions Poligrafa, remontée à Archizoom – EPFL du 27 février au 29 avril 2020.

Pour une mise en contexte de ce travail, voir l’entretien mené avec l’auteur: « La permaculture: un pari pascalien », TRACÉS n° 12-13/2019.

Sécession

4.

ORGANISATION

- **SIA**
Société suisse des ingénieurs
et des architectes, section Vaud
- **FSU**
Fédération suisse des urbanistes,
section romande
- **FSAP**
Fédération suisse des architectes paysagistes

PUBLIC CIBLE

Membres des associations, professionnels de l'architecture, du paysage, de l'urbanisme, de la construction, ingénieurs, étudiants, collaborateurs des services techniques, représentants des collectivités publiques, des associations de quartiers et des entreprises.

RESPONSABLES

- Véronique **BOVEY DIAGNE**, architecte-paysagiste FSAP, urbaniste
- Jérôme **CHENAL**, architecte EPFL, urbaniste FSU
- Vincent **DESPREZ**, architecte-paysagiste FSAP
- Julien **DEVAUD**, géographe urbaniste FSU
- Jan **FORSTER**, architecte-paysagiste FSAP SIA
- Marc **FROCHAUX**, architecte ETH, rédacteur en chef revue TRACÉS
- Martin **HOFSTETTER**, architecte urbaniste EPFL FSU
- Julie **IMHOLZ**, architecte EPFL SIA, urbaniste-paysagiste FSU FSAP
- Robin **KIRSCHKE**, architecte TH SIA
- Thierry **MAEDER**, géographe urbaniste FSU
- Katell **MALLEDAN**, architecte HMONP, urbaniste DSAA

PARTENAIRES

- **SIA**, Société suisse des ingénieurs et des architectes
- **FSU**, Fédération suisse des urbanistes
- **FSAP**, Fédération suisse des architectes paysagistes
- **OUEST LAUSANNOIS**
- **VAUDOISE ASSURANCES**
- **LAUSANNE JARDINS**
- **FVE**, Fédération vaudoise des entrepreneurs
- **UPIAV**, Union patronale des ingénieurs et des architectes vaudois
- **CVI** Chambre vaudoise immobilière
- **VILLE DE NEUCHÂTEL**
- **VILLE DE PULLY**
- **COMMUNE DE LUTRY**

PARTENAIRE MÉDIA

- Revue TRACÉS

ONT CONTRIBUÉ À L'ÉLABORATION DU PRÉSENT CAHIER

Le groupe de travail Bâtir et Planifier
Les conférenciers et intervenants
Design: Typorganisme.ch, Linda Martinez
Rédaction revue TRACÉS: Valérie Bovay pour la mise en page et Marc Frochaux pour l'édition, la production et la diffusion.

AVEC LE SOUTIEN DE

sia

FSU

FSAP

OUEST LAUSANNOIS

vaudoise

terre à terre
Lausanne Jardins 2019
15 juin - 12 octobre

entrepreneurs!
fédération vaudoise

UPIAV
union patronale des ingénieurs et architectes vaudois

CHAMBRE VAUDOISE
IMMOBILIERE
UNION PATRONALE
DE HAUTES-ROSAIRES

Ville de
Neuchâtel

VILLE DE
pully

Commune
de
Lutry

